

Crise ukrainienne

LA POSSIBILITÉ D'UN DIALOGUE

Faut-il et comment relancer le dialogue avec la Russie quand les perspectives d'apaisement avec l'accord signé à Genève s'éloignent un peu plus et que les tensions s'accroissent ? Confrontations Europe a provoqué le dialogue politique en dépit des antagonismes et ouvert des pistes de réflexion utiles pour que l'Union européenne contribue à la paix et aux choix démocratiques de l'Ukraine.

La trêve de Pâques était belle et bien terminée quand, à l'invitation de Confrontations Europe, se sont retrouvés à Bruxelles le 24 avril Serghiy Kvit, ministre de l'Éducation en Ukraine avec Antoine Arjakovsky, directeur de recherche au Collège des Bernardins, Oleg Kobtzeff, professeur à l'Université américaine de Paris, Vincent Degert, chef de division Russie du Service européen d'action extérieure et Sergey Kopyrkin, représentant permanent adjoint de la mission russe à Bruxelles. Le dialogue aurait pu déraiser. Il s'était en effet très mal engagé avec un discours dénué de toute possibilité d'ouverture du ministre Kvit, pour qui « *on ne dialogue pas avec le diable* », soulignant que les opérations militaires empêchent l'Ukraine d'instaurer un dialogue avec Moscou. Pourtant, « *la gravité de la situation et les risques d'escalade sont tels qu'il ne faut pas cliver encore plus et attiser le feu mais parler un langage de vérité et de responsabilité* » intervenait alors Claude Fischer, présidente de Confrontations Europe. Et Oleg Kobtzeff, russo-ukrainien, s'insurgeait : « *refuser le dialogue, c'est aller à la mobilisation générale* ». Cependant pour Sergey Kopyrkin, « *la guerre n'est pas le choix de la Russie, l'objectif n'est pas d'annexer l'Ukraine et les Ukrainiens devraient mesurer leurs propres responsabilités* ». Chacun se renvoie les responsabilités et Sergey Kopyrkin, évoquant un « patronage » de

l'Union européenne, l'a jugée « *mauvaise conseillère* » dans la relation UE-Russie et le partenariat oriental. Les principes de conditionnalité et de différenciation devraient être davantage adaptés aux spécificités des pays et la présence de l'OTAN est vécue comme une menace par la Russie.

Divergences sur les responsabilités

Les Ukrainiens veulent se rapprocher de l'UE dans le cadre de l'accord DCFTA¹⁾, ils ont renversé le régime de Viktor Yanukovitch, qui a fui. Né d'une « révolution de la dignité », le gouvernement de transition a mis en place une série de mesures destinées à combattre la corruption, à favoriser la démocratie et à créer des conditions favorables aux investissements étrangers²⁾. Mais la Russie, au nom de la protection des ressortissants russes ou pro-russes, conteste sa légitimité.

La situation en Ukraine illustre-t-elle la « prophétie » du choc des civilisations de Samuel Huntington où les conflits naîtraient des divisions culturelles et religieuses ?, a interrogé Antoine Arjakovsky pour qui « *cette analyse est fallacieuse* ». Pour lui, la Russie, en envoyant les troupes militaires en Ukraine et en signant l'accord du rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie, a porté atteinte aux principes fondamentaux du droit international. « *Il est urgent de ne pas tourner la page de la Crimée* », insiste-t-il, et d'ailleurs

Moscou s'était porté garant de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Il demande une conférence internationale sur la Crimée qui constaterait le droit du plus fort.

Face à l'annexion de la Crimée et à ce qui est perçu comme une sorte d'invasion dans l'Est de l'Ukraine, l'Union européenne a réagi par des sanctions graduées. Et les tensions s'exacerbant sur le plan économique avec le développement parallèle de deux projets concurrents : le DCFTA proposé par l'UE et l'union douanière eurasiatique proposée par la Russie. Cette concurrence ne doit pas être opposée, a regretté Emmanuel Forest, représentant le groupe Bouygues à Bruxelles, car le commerce extérieur de l'Ukraine est autant dirigé vers la Russie que vers l'Ouest. Et la discussion s'est poursuivie sur la qualité ou non du partenariat stratégique souscrit par l'UE avec la Russie.

Recherche de principes de solutions

« *Le double choix des Ukrainiens de construire la démocratie et de se tourner vers l'UE doit être respecté* » souligne Philippe Herzog, président fondateur de Confrontations Europe, mais « *en même temps, ne perdons pas la perspective d'une maison commune avec la Russie que proposait Mikhaïl Gorbatchev, même si cela semble hors de vue aujourd'hui* ». Aussi, si la pression et l'intrusion des Russes en Ukraine doivent être endiguées, il ne faut pas fermer la porte à la diplomatie.

La Russie et l'UE ne partagent vraisemblablement pas les mêmes objectifs concernant le développement des partenariats orientaux, pourtant Moscou n'avait pas fait état de divergence profonde jusqu'au sommet de Vilnius en novembre 2013, objecte Vincent Degert.

Pour Sergey Kopyrkin, le « *partenariat avec l'Union européenne est stratégique, sur la base d'égalité et de respect communs* »... Mais déclaration et réalité ne coïncident pas. Nous n'avons pas peur d'un référendum sur l'autodétermination du pays, déclare Serghiy Kvit, mais comment assurer la participation de la population russophone ? Il faut veiller à l'application de la déclaration de Genève du 17 avril 2014, qui prévoit le désarmement des groupes illégaux et l'évacuation de tous les bâtiments et lieux publics occupés illégalement. Les mouvements extrémistes doivent être exclus du dialogue.

Oleg Kobtzeff et Antoine Arjakovsky encouragent les rencontres entre intellectuels, historiens et théologiens pour dissiper les clivages de part et d'autre. Le ministre Kvit en convient. Il reconnaît avoir appris de notre réunion. Pour Confrontations Europe, cette réunion réussie – une confrontation qui n'exacerbe pas les conflits et cherche à rendre viables les différences – mérite une suite. 

Marie-France Baud

1) Accord de libre-échange

2) Ces réformes devront attendre les élections présidentielles prévues le 25 mai pour être confirmées.